



DECISION N° 1000402 /MINFOPRA/SG/C.AD-HOC/ST DU 26 MARS 2020,  
PORTANT MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS AU MINISTERE DE  
L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE,  
PRESIDENT DU COMITE AD-HOC,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°92/007 du 14 août 1992, portant Code du Travail ;

Vu le décret n°78/484 du 09 novembre 1978, fixant les dispositions communes applicables aux agents de l'Etat relevant du code de travail ;

Vu le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011, portant organisation du Gouvernement ; modifié et complété par le décret n°2018/190 du 02 mars 2018 ;

Vu le décret n°2012/537 du 19 novembre 2012, portant organisation du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

Vu le décret n°2018/191 du 02 mars 2018, portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n°008662/MINFOPRA du 29 novembre 2018, portant création, organisation et fonctionnement du Comité ad hoc chargé du recrutement des personnels temporaires pour le compte de l'Intendance du Palais de l'Unité, des pavillons et Résidences Présidentiels, des Services du Premier Ministre, du Ministère de la Défense et des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire 2019 ;

Vu la correspondance n°B70/d-16/SG/PM, du Secrétaire Général des Services du Premier Ministre en date du 18 février 2019, répercutant les instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement sur la contractualisation de tous les personnels temporaires en service à l'Intendance du Palais de l'Unité, des pavillons et Résidences Présidentiels, dans les Services du Premier Ministre, au Ministère de la Défense et dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat ;

Considérant les nécessités de service,

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les personnels dont les noms suivent, retenus dans le cadre de la contractualisation des personnels temporaires en service dans certaines administrations, sont mis à la disposition du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain.

Il s'agit de :

N°	NOMS ET PRENOMS	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE	CADRE
1	CHIMI NANKAM Liliane Flore	23/03/1990	TOMBEL	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
2	GAMASSA YENGNI André	11/11/1996	RHUMSIKI	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
3	LOUMA EBOLO Gilles Stéphane	01/10/1984	YAOUNDE	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
4	MENDOUGA Marie Christelle	03/07/1993	YAOUNDE	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
5	MONGO Serges Christian	07/01/1990	OBALA	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
6	NGA Mélanie Florence	10/06/1994	EBOUGSI	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
7	NGAMEDJA MBE'E Hyacinthe	12/06/1995	MEBAME	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
8	NGANDEU Dominique Ivonne	23/01/1995	BONABERI	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION
9	SAGUE WAFO Yvan Patrick	03/05/1992	EBOLOWA	AGENT CONTRACTUEL D'ADMINISTRATION

**Article 2 : (1)** Les intéressés sont astreints à prendre le service dans ladite administration dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de signature de la présente décision.

(2) Passé ce délai et en l'absence de tout certificat de prise de service, le processus de recrutement sera annulé en ce qui les concerne exclusivement.

**Article 3 :** Le certificat de prise de service doit être signé par le Chef de structure ou un responsable assumant les fonctions de gestion des ressources humaines dans l'Administration concernée.

**Article 4 :** Ledit certificat de prise de service assorti d'une copie de l'acte d'affectation, sera retourné par bordereau au Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Président du Comité Ad-hoc.

**Article 5 :** La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

Yaoundé, le 26 MARS 2020

**AMPLIATIONS :**

- SG/PM
- MINFI
- MINFOPRA/CAB/SG/DCNS/DGC
- ST/C.AD-HOC
- INTENDANCE / PRC
- MINDEF
- CONSUPE

Joseph Lé